

# Activité économique

Au cours d'une année ayant connu des fluctuations économiques d'une ampleur inédite, le PIB a diminué de 8,2 % en moyenne annuelle en 2020, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels publiés fin février. Le choc associé au deuxième confinement fin 2020 a été de moins grande ampleur qu'au printemps. Début 2021, le rebond serait symétriquement moins vif qu'à l'été, dans un contexte sanitaire qui continue de peser sur l'activité.

Le premier trimestre 2021 serait en effet celui d'un entre-deux : la situation sanitaire est marquée tout à la fois par la diffusion des variants et la progression de la vaccination ; de nombreuses mesures de restrictions restent en vigueur, sans néanmoins aller jusqu'à un reconfinement national, du moins au moment de la rédaction de cette Note de conjoncture. Par rapport au deuxième confinement national de novembre 2020, les mesures de restrictions sanitaires progressivement instaurées depuis janvier sont en effet moins strictes (couvre-feu national, sans restriction de la mobilité sauf exceptions locales), plus ciblées (fermeture des magasins non alimentaires dans les centres commerciaux de grande surface) et plus localisées (reconfinement le week-end dans certaines zones connaissant une résurgence du virus). Elles affecteraient un peu moins l'économie qu'au cœur du quatrième trimestre 2020, lequel a connu un nouveau recul d'activité en particulier dans les services. Dans ce contexte, l'activité serait quasi stable entre janvier et mars, autour de 4 % en deçà de son niveau d'avant-crise. Sur l'ensemble du premier trimestre 2021, elle croîtrait légèrement (+1 % en variation trimestrielle).

Au deuxième trimestre, et comme depuis le début de la crise sanitaire, l'évolution de l'activité économique serait étroitement liée à celle de la situation sanitaire et des

mesures de restrictions associées. Dans l'hypothèse d'un allègement progressif des restrictions à partir de la mi-avril, l'activité reviendrait en juin à un niveau similaire à celui de septembre-octobre 2020, autour de -3 % en écart à l'avant-crise, et augmenterait donc de 1 % par rapport au premier trimestre. L'acquis de croissance pour 2021 à l'issue du premier semestre serait alors de 5 ½ %.

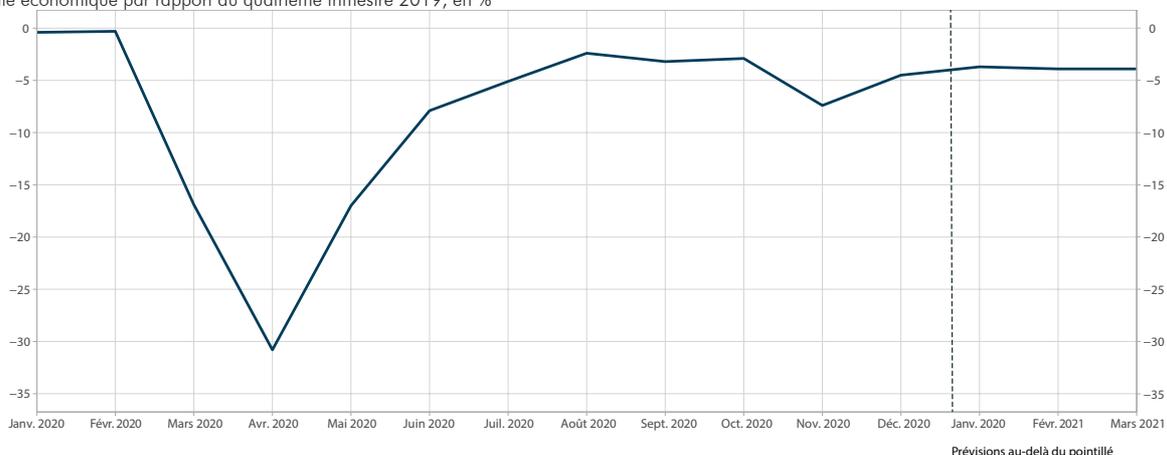
## Au quatrième trimestre 2020, l'activité économique française a été affectée par le deuxième confinement mais dans des proportions moindres qu'au printemps

Depuis le *Point de conjoncture* du 4 février, la publication des résultats détaillés des comptes du quatrième trimestre 2020 est venue confirmer le profil de l'activité économique entre octobre et décembre. Après un mois d'octobre stable à 3 % de perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), le confinement mis en place entre le 30 octobre et le 14 décembre, avec notamment la fermeture des commerces « non essentiels » jusqu'au 27 novembre et la restriction des déplacements, a entraîné une nouvelle chute de l'activité économique. En novembre, celle-ci s'est située 7 ½ % sous son niveau d'avant-crise du quatrième trimestre 2019 ; la perte d'activité a ensuite été réduite à 4 ½ % en décembre (► **figure 1**).

Les services marchands ont été les plus affectés par le deuxième confinement, avec une perte d'activité de l'ordre de 10 % en novembre par rapport à l'avant-crise, presque trois fois moindre qu'en avril néanmoins. Les

### ► 1. Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues

écart d'activité économique par rapport au quatrième trimestre 2019, en %



Lecture : en décembre, l'activité économique a été en retrait d'environ 4 1/2 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle se serait établie en janvier à -4 %.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

# Conjoncture française

branches les plus affectées depuis le début de la crise sanitaire, l'hébergement-restauration, les autres activités de services (loisirs, culture, sport...) et les services de transport et entreposage, l'ont été à nouveau en novembre puis en décembre – mais moins qu'en avril, en raison de l'adaptation aux mesures de restrictions et des déplacements liés aux fêtes de fin d'année, en partie maintenues. Le commerce, après une chute marquée en novembre du fait de la fermeture notamment des magasins « non essentiels », a rebondi en décembre à un niveau égal à celui d'avant-crise. L'activité des services principalement non marchands, après un recul en novembre, a rejoint son niveau d'avant-crise en décembre, portée notamment par le dynamisme des services de santé (rattrapages de soins, tests et vaccins l'emportant sur des reports de soins moins nombreux qu'au printemps). L'industrie et la construction, enfin, ont été peu touchées par le deuxième confinement en novembre mais leur activité a reculé en décembre, peut-être du fait d'effets de report et d'une dégradation de la situation sanitaire chez nombre de nos partenaires.

La décomposition des différents postes de la demande montre par ailleurs que, sur l'ensemble du quatrième trimestre 2020, la consommation des ménages a

à nouveau diminué (-5 % par rapport au trimestre précédent), tandis qu'au contraire l'investissement a continué de progresser légèrement (+1 %), de même que les exportations et les importations. La contribution de l'investissement à la variation trimestrielle du PIB a donc été légèrement positive au quatrième trimestre 2020, tout comme celle des échanges extérieurs (► **figure 2**). Au total en fin d'année, le PIB a diminué de 1,4 % en variation trimestrielle et de 4,9 % en glissement annuel (► **figure 3**).

## Dans un contexte toujours très incertain, l'activité économique progresserait légèrement au premier trimestre 2021

En janvier et février 2021, les anticipations des entreprises, telles qu'exprimées début février dans les enquêtes de conjoncture de l'Insee et dans l'enquête flash Acemo-Covid<sup>1</sup>, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee, suggèrent une stabilisation globale de l'activité économique par rapport au mois de décembre 2020, en particulier dans les services. Selon l'indice de production industrielle, l'activité se serait par ailleurs améliorée dans l'industrie en janvier.

<sup>1</sup> Cette enquête interroge les entreprises sur leurs anticipations quant à leur rythme de reprise. Agrégées à un niveau sectoriel, leurs réponses permettent de construire une trajectoire d'évolution de l'activité pour les mois à venir, en l'absence de nouveau choc sur l'activité lié à un resserrement des mesures de restrictions sanitaires en cas de reprise de l'épidémie.

## ► 2. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés

variations T/T-1 (en %), données CVS-CJO

	2019				2020				2021	2019	2020
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1		
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-5,9</b>	<b>-13,5</b>	<b>18,5</b>	<b>-1,4</b>	<b>1</b>	<b>1,5</b>	<b>-8,2</b>
Importations	1,3	0,1	0,5	-0,9	-5,8	-17,1	16,4	1,8	1	2,6	-11,5
Total des ressources	0,6	0,2	0,2	-0,4	-5,7	-14,3	17,8	-0,4	1	1,6	-8,9
Dépenses de consommation des ménages	0,6	0,4	0,4	0,3	-5,6	-11,5	18,1	-5,4	1	1,5	-7,0
Dépenses de consommation des administrations*	0,3	0,5	0,5	0,4	-3,3	-11,0	16,1	-1,2	1	1,6	-4,0
dont dépenses individualisables des APU	0,3	0,5	0,4	0,4	-3,6	-10,9	16,2	-1,2	1	1,7	-4,2
dont dépenses collectives des APU	0,3	0,4	0,8	0,3	-1,3	-8,2	11,8	1,3	-1	1,7	-1,0
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1,1	1,4	1,2	0,2	-10,6	-15,0	24,1	1,1	2	4,3	-10,3
dont Entreprises non financières (ENF)	0,8	1,1	1,3	0,0	-9,1	-14,1	20,7	0,9	2	3,7	-9,6
Ménages	0,3	1,2	0,6	0,3	-14,3	-17,7	31,9	4,2	2	1,8	-12,8
Administrations publiques	2,3	2,0	1,6	0,4	-10,6	-15,7	27,2	-2,1	2	7,7	-9,9
Exportations	0,5	-0,4	-0,5	-1,0	-6,9	-25,0	22,1	5,8	1	1,8	-16,3
Contributions (en point)											
Demande intérieure hors stocks**	0,6	0,7	0,6	0,3	-6,3	-12,3	19,3	-2,9	1	2,2	-7,1
Variations de stocks**	0,2	-0,2	-0,2	-0,4	0,7	0,9	-1,7	0,4	0	-0,4	0,3
Commerce extérieur	-0,3	-0,2	-0,3	0,0	-0,3	-2,2	0,8	1,0	0	-0,3	-1,5

■ Préviation

\* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

\*\* Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

Lecture : au premier trimestre 2021, les exportations croîtraient de 1 % par rapport au quatrième trimestre 2020 ; la contribution des échanges extérieurs à la croissance trimestrielle du PIB serait nulle.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Les mesures de restrictions sanitaires en vigueur depuis le début de l'année se situent en effet dans le prolongement de celles instaurées au sortir du deuxième confinement. Le couvre-feu en application depuis le 15 décembre limite les déplacements, le travail sur site et les opportunités de consommer le soir, d'abord après 20h, puis après 18h : cette avancée horaire qui ne concernait début janvier que quelques départements a été étendue progressivement à tout le territoire. La fermeture des restaurants et de nombreuses activités de loisirs reste en vigueur depuis le début du deuxième confinement. Les communes littorales des Alpes-Maritimes et de l'agglomération de Dunkerque – c'est-à-dire environ 2 % de la population française – font l'objet de confinements locaux le week-end depuis la fin février.

Les indicateurs à haute fréquence disponibles sur les premières semaines du trimestre vont également dans le sens d'une relative stabilité de l'activité ou d'une légère progression de celle-ci. Du côté du trafic routier, le trafic tous véhicules est resté stable en janvier et février, hormis un pic fin février sans doute lié aux vacances scolaires. Le trafic poids lourds, peu affecté pendant le deuxième confinement du fait d'un

moindre impact des mesures de restrictions sur les déplacements directement liés à l'activité industrielle, est relativement stable depuis septembre (hormis le creux saisonnier lié aux vacances de Noël) et progresse même fin février (► **figure 4**). La consommation d'électricité journalière des entreprises directement raccordées à RTE permet également d'approcher l'évolution de l'activité économique de certaines branches spécifiques : elle suggère une légère progression de l'activité dans les « autres branches industrielles » (textile, chimie, métallurgie...) et une stabilité à un niveau dégradé dans la fabrication des matériels de transport et dans les services de transport (► **éclairage**). De leur côté, le nombre de requêtes sur le moteur de recherche *Google* indique, en février comme en janvier, un maintien à un niveau très faible des requêtes relatives aux secteurs les plus exposés aux mesures de restrictions (► **figure 5**). Les recherches liées au champ sémantique « boutiques » ont chuté mi et fin janvier lorsque les magasins non alimentaires des centres commerciaux ont fermé et la possibilité d'un nouveau confinement a été évoquée, avant de remonter vers un niveau similaire à celui d'octobre. Celles portant sur le champ sémantique « hôtel » et « train » ont connu un pic ponctuel fin février,

### ► 3. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique jusqu'au deuxième trimestre 2021

	2020				2021		2020	acquis mi-2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2		
Variation trimestrielle (en %)	-5,9	-13,5	18,5	-1,4	1	1	-8,2	5 1/2
Écart par rapport au niveau d'avant-crise (T4 2019)	-5,9	-18,6	-3,5	-4,9	-4	-3		

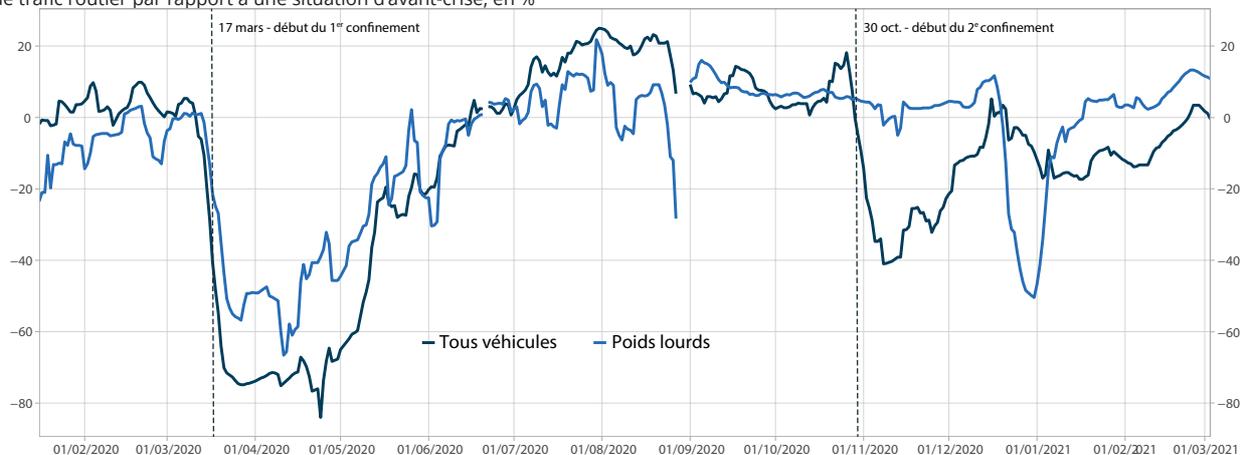
■ Prévisions

Lecture : au premier trimestre 2021, le PIB se situerait à -4 % par rapport au niveau d'avant-crise ; soit une croissance de 1 % par rapport au quatrième trimestre 2020

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

### ► 4. Trafic routier en France

perte de trafic routier par rapport à une situation d'avant-crise, en %



Lecture : le 8 novembre 2020, le trafic routier en France était de -2 % inférieur pour les poids lourds et de -41 % inférieur pour tous les véhicules, par rapport à un jour comparable d'avant-crise.

Note : l'indice est construit en comparant le trafic actuel à un trafic « avant-crise ». Afin que cette référence soit la plus « juste possible », celle-ci est calculée sur le débit moyen journalier du 13 janvier au 2 février 2020 pour éviter les effets liés aux vacances scolaires et au début du confinement. Pour plus de lisibilité, on a lissé la série avec une moyenne mobile sur 7 jours. Le dernier point est celui du 3 mars.

Source : Cerema, calculs Insee

# Conjoncture française

ce qui n'est pas le cas en revanche pour le champ « aérien » du fait des restrictions toujours importantes sur le tourisme international. Enfin, la corrélation entre l'indicateur de temps hebdomadaire passé chez soi et la perte d'activité économique s'est atténuée depuis novembre, sans doute en lien avec le développement du télétravail ; on peut cependant noter une inflexion sur la deuxième moitié de février, peut-être liée à la remontée ponctuelle des températures ou à la période de vacances scolaires (► **figure 6**).

Ainsi, en janvier et février, l'activité se serait située à environ -4 % par rapport à son niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), soit un niveau proche de celui du mois de décembre.

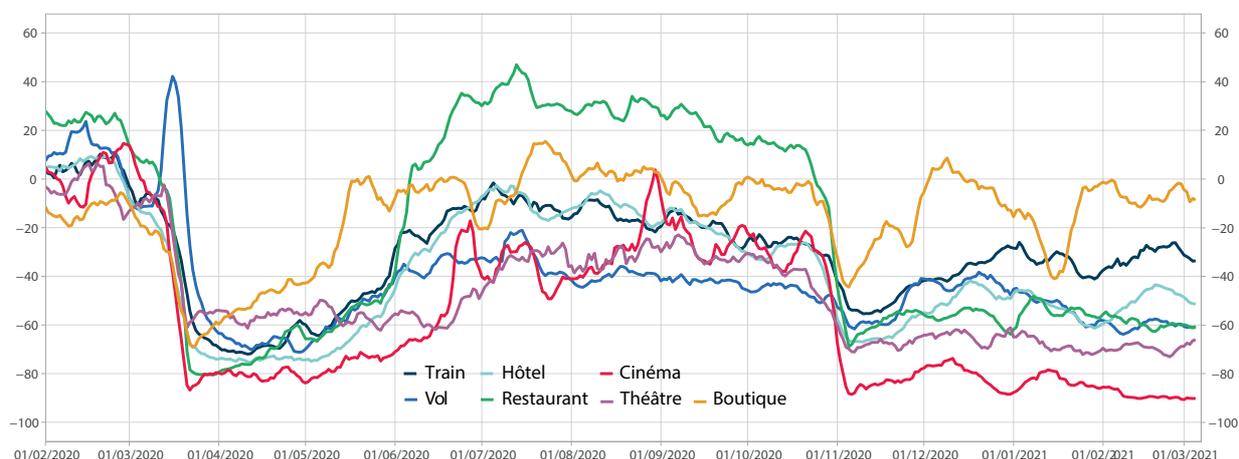
En mars, le reconfinement le week-end concernerait également le Pas-de-Calais, soit 2 % de la population

française supplémentaire par rapport aux confinements locaux déjà en vigueur dans les Alpes-Maritimes et à Dunkerque. Au total, en moyenne sur le premier trimestre 2021, les restrictions pèseraient tout de même moins sur l'activité qu'au quatrième trimestre 2020 et l'activité resterait en mars au niveau de février, les confinements locaux ne concernant qu'une partie restreinte de la population.

Sur l'ensemble du premier trimestre 2021, l'industrie poursuivrait sa reprise progressive jusqu'à atteindre un écart au niveau d'avant-crise de -3 % (après -4 % au trimestre précédent) ; de même pour la construction, à -6 % (après -8 % au quatrième trimestre 2020). Les « autres branches industrielles » (textile, chimie, métallurgie...) réduiraient davantage encore leur écart d'activité, tandis que les biens d'équipement dépasseraient légèrement leur niveau d'avant-crise ;

## ► 5. Fréquence de recherche de mots-clés sur internet

en %



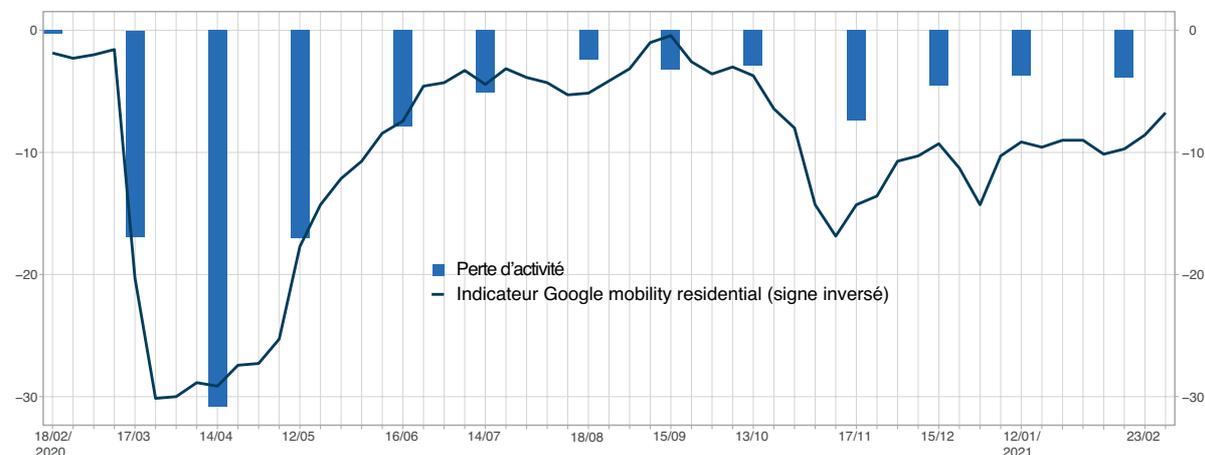
Lecture : la moyenne mobile sur 7 jours du nombre de recherches du mot « restaurant » sur Google en France était inférieure le 29 janvier de 55 % par rapport à la moyenne des moyennes mobiles sur 7 jours des 29 janvier entre 2016 et 2019.

Note : la date du dernier point est le 5 mars.

Source : Google Trends, calculs Insee

## ► 6. Indicateur de temps total mensuel passé chez soi (en écart par rapport à une situation normale) et pertes d'activité mensuelle estimées et prévues

en %



Lecture : durant la première semaine de décembre, le temps passé chez soi a été supérieur de 10 % par rapport à une situation normale.

Note : les données de l'indicateur sont actuellement disponibles jusqu'au 5 mars. Les valeurs hebdomadaires sont la moyenne des valeurs quotidiennes de l'indicateur.

Source : Google Mobility Reports, calculs Insee

les matériels de transport resteraient en revanche aussi dégradés qu'au trimestre précédent, de nouveau affectés par les débouchés mais potentiellement aussi par des difficultés d'approvisionnement (► **figure 7**). Les services seraient presque au même niveau qu'en fin d'année 2020, avec des disparités sectorielles toujours fortes. Le commerce et les services aux entreprises réduiraient encore leur écart à l'avant-crise par rapport au quatrième trimestre 2020, tandis que l'information-communication, les activités financières

et d'assurance et les activités immobilières – se prêtant davantage au télétravail – seraient très proches voire au-dessus du niveau d'avant-crise. En revanche, l'activité des branches encore soumises à des restrictions fortes – hébergement-restauration, autres activités de services et transports et entreposage – resterait toujours aussi dégradée. Enfin, comme au quatrième trimestre 2020, l'activité des services non marchands serait stable, les mesures de restrictions n'affectant guère l'administration et l'activité des services de santé

## ► 7. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2020 et en janvier 2021 par branche

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Branche	Poids	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021	Contrib. T1 2021
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>2</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Industrie</b>	<b>14</b>	<b>-5,7</b>	<b>-23,1</b>	<b>-6,7</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3</b>	<b>0</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-0,7	-9,7	-1,5	-3,5	-3	0
Cokéfaction et raffinage	0	-19,4	-17,7	-29,0	-20,3	-26	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-5,9	-24,1	-5,6	-3,0	1	0
Fabrication de matériels de transport	2	-13,8	-50,7	-20,8	-16,4	-17	0
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,7	-23,8	-5,6	-3,0	-1	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-4,2	-14,9	-5,0	-1,7	0	0
<b>Construction</b>	<b>6</b>	<b>-14,0</b>	<b>-31,6</b>	<b>-5,8</b>	<b>-8,2</b>	<b>-6</b>	<b>0</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>57</b>	<b>-5,5</b>	<b>-18,1</b>	<b>-4,5</b>	<b>-6,6</b>	<b>-6</b>	<b>-3</b>
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-7,8	-19,5	-2,9	-4,4	-2	0
Transports et entreposage	5	-8,6	-30,1	-11,6	-15,9	-16	-1
Hébergement et restauration	3	-13,8	-52,7	-13,2	-37,1	-42	-1
Information et communication	5	-2,4	-10,2	-4,1	-0,8	0	0
Activités financières et d'assurance	4	-3,3	-10,3	-1,6	-1,7	0	0
Activités immobilières	13	-1,0	-3,1	0,1	0,5	1	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-5,9	-20,0	-4,6	-4,9	-3	0
Autres activités de services	3	-10,8	-42,6	-15,2	-27,1	-24	-1
<b>Services principalement non marchands</b>	<b>22</b>	<b>-4,1</b>	<b>-14,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VA totale</b>	<b>100</b>	<b>-5,6</b>	<b>-18,4</b>	<b>-3,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4</b>	<b>-4</b>
<b>Taxes et subventions</b>	<b>0</b>	<b>-7,8</b>	<b>-19,6</b>	<b>-2,9</b>	<b>-5,5</b>	<b>-4</b>	
<b>PIB</b>	<b>0</b>	<b>-5,9</b>	<b>-18,6</b>	<b>-3,5</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4</b>	

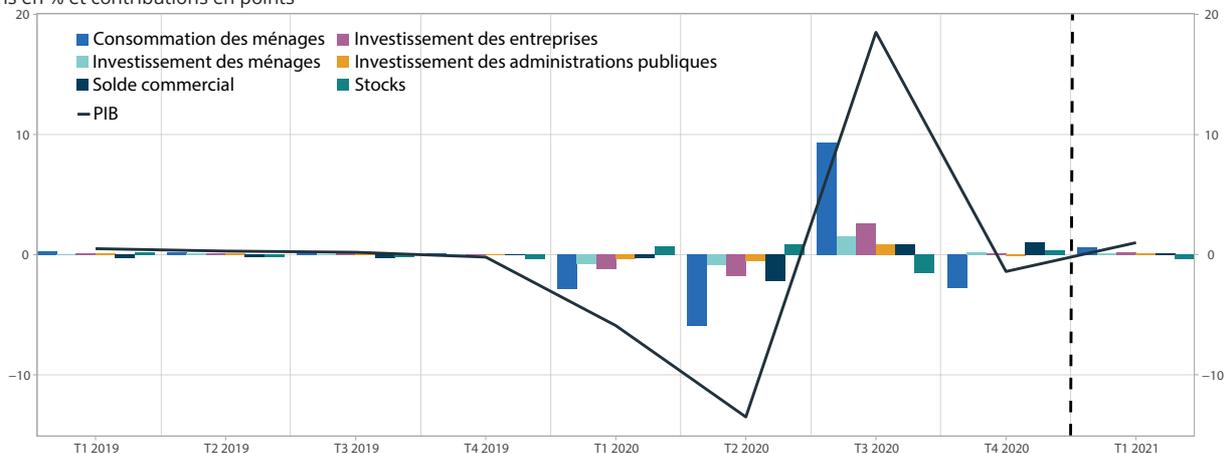
■ Prévisions

Lecture : au premier trimestre 2021, la perte d'activité dans la branche des transports et entreposage serait de 16 % par rapport au niveau d'avant-crise ; la contribution de cette branche à la perte totale serait de -1 point.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

## ► 8. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points



Lecture : au quatrième trimestre 2020, le PIB a diminué de 1,4 % ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution est de -2,8 points.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

# Conjoncture française

rester dynamique. Au total, le PIB du premier trimestre croîtrait de 1 % en évolution trimestrielle, et se situerait 4 % sous le niveau d'avant-crise.

La décomposition des différents postes de la demande montre par ailleurs que la consommation contribuerait le plus fortement au rebond du début d'année (► **figure 8**), tandis que la contribution de l'investissement serait faiblement positive ; celle des échanges extérieurs serait nulle et celle des stocks, positive au quatrième trimestre 2020, serait faiblement négative.

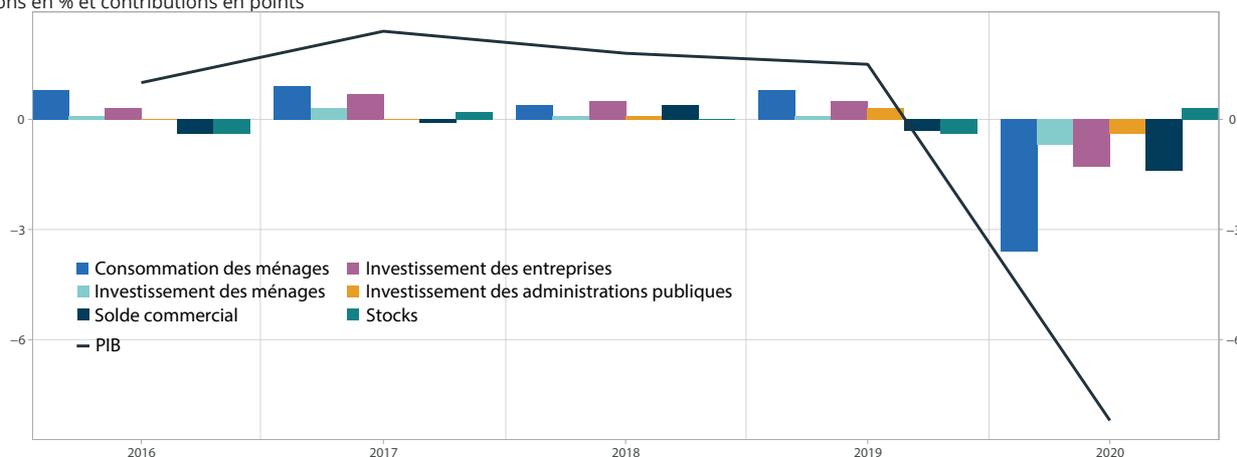
## Au deuxième trimestre 2021, un assouplissement des restrictions à partir de la mi-avril conduirait à une poursuite de la reprise de l'activité économique

L'activité économique du deuxième trimestre 2021 est marquée par l'incertitude relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures de restrictions associées. Le scénario considéré ici est celui d'un

allègement progressif des mesures de restrictions à partir de la mi-avril, concernant en particulier les branches toujours soumises à restrictions, avec une potentielle réouverture des restaurants et des bars et une reprise des activités de loisirs actuellement fermées, mais aussi plus généralement une levée du couvre-feu en semaine et des confinements locaux le week-end. On reviendrait ainsi à des niveaux d'activité similaires à ceux du mois d'octobre dans les branches des transports et entreposage et des autres activités de service, et à mi-chemin par rapport à octobre dans l'hébergement-restauration. Dans ce scénario, le PIB augmenterait alors de nouveau au deuxième trimestre, à hauteur de 1 %, et l'écart d'activité serait de -3 % par rapport au quatrième trimestre 2019, c'est-à-dire un point haut depuis le début de la crise (comparable à celui de -3,5 % atteint au troisième trimestre 2020). L'acquis de croissance annuelle à l'issue du premier semestre 2021 serait alors de 5 ½ % (**figure 3**). ●

## ► 9. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points



Lecture : en 2020, le PIB a diminué de 8,2 % ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution est de -3,6 points.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses